COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

samedi 30 decembre 1978 — N° 3 — PRIX : antilles 1,50F france 2F

Editorial

pour une bonne année de luttes et de victoires !

Dans les magasins en cette période de fêtes et de cadeaux les capitalistes, les gros commerçants savent nous faire acheter une quantité de petites choses, peu chères, éphémères et légères, qui «font plaisir» et qui ne servent plus à rien quelques jours après... ces petites choses on les appelle «gadget»...

Comparez le gouvernement français à ce gros commerçant qui en fin d'année hume la bonne aubaine et vous aurez les gadgets «route du rhum», colloque «Dijoud», le «sommet des grands» (Giscard, Schmidt, Carter, Callaghan) en Guadeloupe, etc...

Cette camelote, voilà des années qu'on la présente à la population antillaise et qu'on l'agite pour l'illusionner. Ceux qui la vendent l'appellent «emplois», «investissements», «industrialisation», etc... alors que sous cet emballage cadeau on trouve «vie chère»; «impôts», «bas salaires», «licenciements», «émigration»... «colonialisme».

Et, si l'année commence au «sommet» pour les chefs de l'impérialisme mondial, autour de la piscine du Méridien de St-François, qu'elle commence aussi par un sommet pour les travailleurs qui sont en lutte actuellement, qu'elle commence par des victoires contre la cupidité et la rapacité des riches. Que ceux de Copatel, licenciés et qui occupent l'hôtel remportent la victoire, que ceux de Quillery, de la Caravelle, de la Palette, de SOPICO et Soget en grève obtiennent satisfaction, que ceux de la SIG engagent réellement la lutte contre les 22 licenciements qui les frappent et fassent reculer la direction, que ceux de SOCALTRA, que les élèves du LEP du Lamentin (Martinique) en lutte actuellement ne désarment pas, tout cela est possible et ne dépend que des travailleurs eux-mêmes.

Ce début d'année est marqué par des luttes des travailleurs comme la fin de l'année écoulée a été marquée par de nombreuses grèves, par les manifestations anti-Chirac, anti-colloque, par la lutte des élèves des LEP. Ce ne peut être que de bon augure pour l'année 79, car c'est bien dans la lutte et non dans la «paix sociale» que nous préparerons un avenir meilleur.

Guadeloupe : LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

LE PIQUET DE GREVE DES EMPLOYES DE LA PALETTE

LA GREVE DES EMPLOYES DE LA PALETTE

Le vendredi 22 décembre, les employés de la Palette se sont mis en grève, pour réclamer :

- L'établissement d'une grille hiérarchique des salaires;
- La mensualisation des manœuvres et des femmes de ménage.

Le patron distribue les salaires de façon fantaisiste. De plus, il réprime les employés en diminuant les primes sous le moindre prétexte.

C'est pour toutes ces raisons que le personnel de la Palette s'est mis en grève. Jusqu'ici la direction refuse de céder. Les grévistes ont organisé des piquets de grève devant le magasin. Malgré la vigilance des patrons et le zèle de quelques briseurs de grève, les clients étaient plutôt rares durant la journée du vendredi 22.

Le samedi matin les grévistes étaient présents à l'heure d'ouverture du magasin. Cette fois-ci les patrons avaient fermé leurs portes.

Les employés ont frappé juste car c'est dans cette période de fêtes de fin d'année que les patrons réalisent le plus de bénéfices.

Les travailleurs de DIGEQ (dépôt de la Palette qui se trouve à Jarry) se sont mis également en grève deux jours avant ceux de la Palette. La direction refuse aussi de satisfaire leurs revendications.

IRFA : LA GREVE CONTINUE

A l'heure où nous écrivons nous ne connaissons pas les résultats de l'Assemblée Générale des travailleurs de l'IRFA (Institut de Recherche pour les Fruits et Agrumes). Ils devaient faire le point sur le mouvement qu'ils ont déclenché depuis le 11 décembre dernier.

Une grève illimitée avait été lancée pour réclamer entre autres :

- la mensualisation des ouvriers actuellement payés à la quinzaine, avec maintien des avantages acquis;
- une augmentation de 6,35 % de tous les salaires;
- l'augmentation de 2,11 % supplémentaire, sauf pour les 5 salaires les plus élevés de la station.

La direction a fait jusqu'à présent la sourde oreille et s'abrite derrière la direction générale qui se trouve à Paris.

Mais les travailleurs sont bien décidés à poursuivre leur mouvement jusqu'à satisfaction.

Ils ont raison d'exiger ces améliorations, car dans la période de crise actuelle, les patrons et diverses administrations pressurent les ouvriers pour faire tomber sur eux les effets de cette crise.

Claire GOYA

martinique : LA GRANDE PRESSE CONTRE LES ELEVES DES L.E.P.

Les parents d'élèves n'ont pas accepté la fermeture de l'établissement décidée par le Recteur DOUMENGE, et refusent de réinscrire leurs enfants pour la rentrée de janvier. Une entrevue avec le représentant du Recteur n'a rien donné, et il faut attendre la rentrée pour savoir qui l'emportera dans ce conflit, des élèves et des parents, ou bien du Recteur.

Dans ce qui est devenu, par la volonté de M. DOUMENGE, «l'affaire» du LEP du Lamentin, la presse et la radio ont joué un rôle non négligeable. Des gros titres en première page de France-Antilles aux communiqués explosifs de FR3 ou de RCI, chacun s'est évertué à présenter les lycéens du technique comme des vauriens, des voyous, des jeunes en mal de violence, des brise-tout particulièrement dangereux. Pour discréditer les élèves aux yeux du public, ces moyens dits «d'information» se sont empressés de déformer les faits, allant jusqu'à dire qu'un élève avait agressé un surveillant alors que c'était le contraire qui s'était passé. Pour renforcer cette impression négative sur les jeunes lycéens, ils ne les ont pas laissé s'expliquer, ni dans leurs colonnes, ni sur les ondes, mais ont fait connaître uniquement les points de vue du Recteur ou de l'administration du LEP qui chargeaient les élèves de tous les péchés, tandis qu'eux-mêmes se présentaient purs et sans taches.

Ce sont ces mêmes radio et presse aux ordres qui refusent le droit d'expression aux courants de gauche, qui adoptent systématiquement le point de vue des patrons lorsqu'un conflit les oppose aux ouvriers, et qui considèrent les travailleurs en grève comme de vulgaires malfaiteurs. Elles se sont chargées cette fois de crier haro sur les jeunes du LEP Lamentin.

Il est vrai que les autorités dont elles sont les porte-voix ne peuvent guère voir d'un bon œil que des jeunes résistent à l'arbitraire et refusent d'être victimes des injustices et des brimades qui sont monnaie courante dans les LEP.

Que ces jeunes contestent l'enseignement au rabais qui leur est donné et exigent des conditions de travail décentes, voilà qui ne peut décidément plaire à l'administration et au Recteur qui sont justement là pour couvrir les carences du gouvernement en la matière.

Aussi la population ne doit pas se laisser abuser par la propagande mensongère et tendancieuse qui lui est servie en guise «d'information».

Les parents d'élèves du Lamentin qui, eux, ont pu suivre de près le cours des évènements n'ont pas été dupes de cette manœuvre.

L'ensemble des travailleurs ne doit pas l'être non plus.

GUADELOUPE

Interview d'un agent municipal

Avec plus d'un millier d'employés (personnels de bureau et de voierie) dont 650 titulaires et 350 auxiliaires, les municipalités jouent un rôle important dans le domaine de l'emploi en Guadeloupe. Et ce, à cause du nombre élevé de chômeurs qu'on y trouve.

C'est pourquoi, la majorité des maires n'hésitent pas à faire de la promesse de procurer un emploi, l'arme de leur propagande électorale.

C'est précisément ce qu'illustre l'interview qu'a bien voulu nous accorder un agent municipal.

C.O. — Tu as bien voulu nous rappeler les conditions théoriques du recrutement des agents municipaux. Qu'en est-il exactement en Guadeloupe ?

M. X. — Jusqu'à présent, la plupart des maires de Guadeloupe ne tiennent pas compte des listes d'aptitude établies régulièrement. Ils préfèrent recruter des agents en fonction de leur appartenance politique.

En ce qui concerne les postes de responsabilité (directeur de service technique, ingénieur), les maires préfèrent procéder au recrutement contractuel toujours en fonction de l'appartenance politique ou des liens familiaux.

C. O. — Quelles sont les conséquences d'une telle situation ?

M. X. — L'une des premières, à mon avis, c'est que bon nombre de jeunes, capables d'exercer certains emplois, préfèrent d'autres administrations où ils ne subissent pas de prostitution politique.

C. O. — Voudrais-tu dire que ceux qui sont employés sont obliger de se prostituer ?

M. X. — Oui. C'est ainsi que dans certaines communes, les maires ne se gênent pas pour recruter des membres de leur famille comme responsables ou chefs de service, alors que bon nombre d'employés pourraient être recrutés pour ces postes, soit par avancement, soit par concours, soit sur titre.

C. O. — Dans ce cas, comment se fait la titularisation des employés ?

M. X. — Les raisons politiques y interviennent pour une bonne part et ne laissent guère de chance à un employé non recruté par la voie du concours, d'être titularisé. Dans certaines mairies, des employés occupant des postes permanents à temps complet, sont toujours auxiliaires après 15 ans d'ancienneté.

Si le concours est organisé par la commune, après un an de stage, l'agent peut être titularisé. Mais cela n'est pas toujours vrai, car si au cours de son stage, l'agent n'a pas fait preuve d'une fidélité et d'une soumission politique totales au maire, il n'est pas titularisé, sa fiche de notation lui étant défavorable.

(A suivre)

Fort-de-France

Les protégés de l'administration

LES TRAVAUX SUR LA ROCADE

Depuis trois semaines, les travaux de déblaiement sur la bretelle de la rocade à Fort-de-France causent un mécontentement parmi les automobilistes.

En effet, le stationnement de camions en attente de chargement encombre la file de droite de la bretelle dans le sens Dillon—Fort-de-France.

Le balisage de la route est insuffisant et les automobilistes ne découvrent l'encombrement de la route qu'au dernier moment.

Plusieurs accidents sont à déplorer depuis le début des travaux.

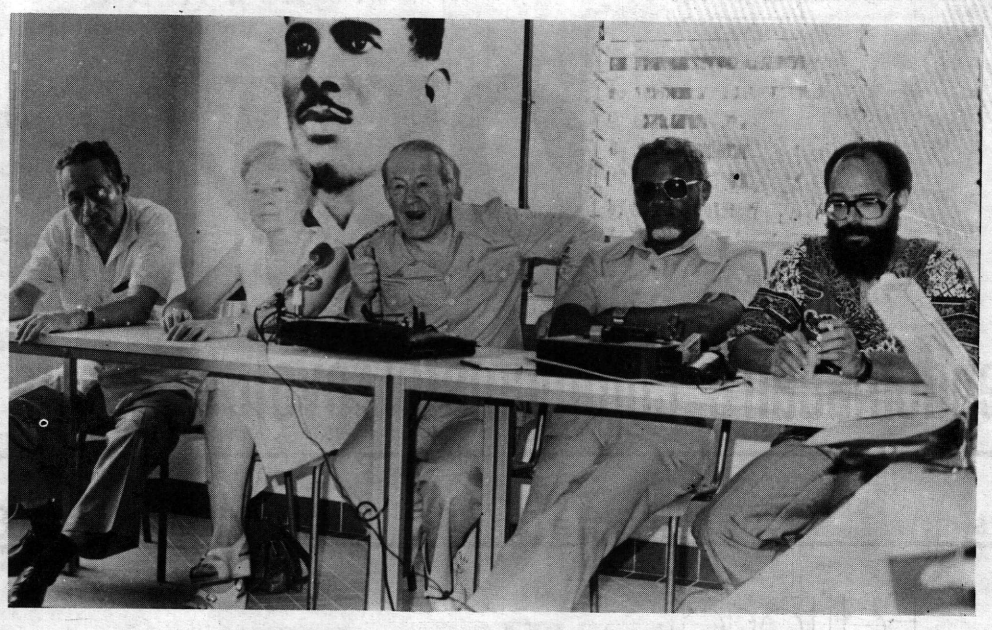
Mais ce qui fait le comble du mécontentement, c'est la sollicitude de l'administration préfectorale envers le capitaliste Hayot qu'elle a autorisé, au mépris de la sécurité des automobilistes, à construire une station d'essence à l'emplacement même de ces travaux. Ceci, malgré les avis défavorables de la municipalité et de l'Equipement.

Paradoxalement, les travailleurs qui, apres avoir économisé souvent une vie entière, parviennent à construire leur maison, se voient verbalisés, ou bien on leur refuse l'autorisation de construire sous un prétexte quelconque.

Ils subissent toutes sortes d'interrogatoires et de vexations lors des enquêtes de gendarmerie.

Voilà ce que l'administration préfectorale réserve aux familles de travailleurs, alors qu'elle soutient les capitalistes ou autres privilégiés, quels que soient les risques encourus par la population.

LA CONFERENCE NATIONALE DU PARTI COMMUNISTE MARTINIQUAIS



DIRIGEANTS DU PCM EN COMPAGNIE D'ETIENNE FAJON

Les 16 et 17 décembre se tenait la première Conférence Nationale du PCM. Le thème principal avait été proposé depuis plusieurs semaines déjà à la discussion : la question nationale, et les revendications immédiates des travailleurs. La tenue de cette conférence avait été réclamée, d'après les dires du PCM lui-même, par les militants, qui tenaient à ce que soient débattus certains aspects de la politique du parti.

Il semble en effet que le PCM n'ait pas vécu sans problèmes en son propre sein les lendemains de mars 78 et de l'échec électoral de la Gauche, et que certains de ses membres aient commencé à se poser des questions quant aux causes réelles de cet échec. Le fait par exemple que bon nombre d'électeurs auraient été effrayés par le mot d'ordre d'autonomie et auraient préféré voter pour le candidat départementaliste, ne pouvait manquer de susciter bien des controverses dans les rangs du PCM. Aussi le problème de l'opportunité du mot d'ordre d'autonomie a-t-il été soulevé par les militants à la Conférence. Celle-ci y a répondu en réaffirmant la nécessité de ce mot d'ordre, mais en précisant toutefois que «la lutte pour l'Autonomie ne signifie pas qu'en toutes circonstances sans distinction on mette la revendication de l'Autonomie au centre du débat» !

Une autre explication qui pouvait être donnée du tassement de l'influence électorale du PCM, était son manque de dynamisme et son absence quasi-totale de participation aux luttes des travailleurs.

Là encore, la conférence a pris position en affirmant que «les communistes... doivent prendre en mains résolument les intérêts immédiats des travailleurs et se mettre à la tête de leurs luttes revendicatives... C'est ainsi par exemple que les communistes doivent à l'heure présente entraîner les masses dans la lutte contre le chômage et contre les atteintes du pouvoir à la Sécurité Sociale».

Pourtant, l'offensive des patrons contre le niveau de vie des travailleurs, si elle s'est faite plus franche et plus ouverte ces temps derniers, existe depuis bien avant ce mois de décembre, et même bien avant mars 78. Et jamais le PCM n'a tenté de préparer les travailleurs à une riposte quelconque à la mesure de l'attaque. Bien au contraire, il leur a enjoint de mettre tous leurs espoirs dans le bulletin de vote et dans un gouvernement de gauche.

Ce qui est nouveau aujourd'hui, ce n'est pas l'attitude patronale, ce sont bien par contre les résultats des élections de mars 78, et l'échec de la gauche à ces élections.

Toute la politique du PCM est donc dictée uniquement par des considérations électorales, et non par les nécessités qui s'imposent à la classe ouvrière en fonction de la crise économique.

Le PCM doit tenter de répondre à l'inquiétude de ses militants et à la déception qui a suivi l'échec électoral de la gauche en France et aux Antilles. Il doit trouver un aliment qui permette à ses troupes de traverser sans trop de pertes la période actuelle plutôt pauvre en perspectives électorales importantes.

C'est cette préoccupation qui explique que le PCM tienne de façon aussi démonstrative une «conférence nationale».

Quand demain les échéances électorales vont de nouveau se préciser, la lutte... pour le parlement ou pour un président de gauche sera de nouveau à l'ordre du jour. Alors le PCM changera encore de langage.

Mais en attendant il faut bien vivre jusqu'en 1981.

Marianne TIBUS

JEAN-PAUL II EN AMERIQUE LATINE

Reprenant le «bâton de pélerin» de ses prédécesseurs, Jean-Paul II a fait savoir qu'il a l'intention de se participer à l'assemblée générale de l'épiscopat latino-américain en janvier 1979 à Mexico.

Dans le même temps, il dépêche un cardinal comme médiateur dans le conflit qui oppose le Chili et l'Argentine depuis la rupture des négociations concernant leur frontière maritime.

Ajoutées à ces gestes, les nombreuses déclarations de Noël et de fin d'année, sur les pauvres, les chômeurs et la paix, mettent l'église catholique en tête de la liste de ceux qui, traditionnellement en fin d'année appellent les bénédictions divines à tomber sur la misère du monde.

L'église prend résolument des allures «tiers-mondistes» pour tenter de récupérer des vocations ou au moins maintenir le nombre de ses fidèles.

Aucune bénédiction ne tombera du ciel. Les populations laborieuses de ces pays doivent transformer leur sort elles-mêmes.

Vœux pieux et prières ne peuvent rien contre la barbarie de ce bas-monde. Ce n'est pas l'actualité de cette fin d'année qui nous démentira.

Les bénédictions et autres initiatives pontificales sont aussi inopérantes que la sorcellerie des «quimboiseurs». Bien au contraire, elles laissent les travailleurs désarmés face aux exploiteurs.

Iran: les masses à l'assaut du régime

L'offensive des masses laborieuses contre la dictature du Shah se fait plus pressante. La production de pétrole est tombée de 90 %; la grève a aussi fermé la compagnie Iran-AIR, les banques, les douanes, le commerce du Bazar.

Des manifestations puissantes se déroulent sans arrêt dans les plus grandes villes du pays tandis que l'armée continue de massacrer la population. C'est à Machad que les manifestations de ces derniers jours furent le plus sévèrement réprimées. On parle de plusieurs centaines de morts. En retour, les manifestants ont brûlé la prison de la ville. A Téhéran un professeur qui parlait à la foule, d'une fenêtre, a été tué à bout portant par les militaires.

Pourtant, face à une telle situation, où la quasi totalité de la population, les partis religieux et laïcs d'opposition réclament son départ, le Shah ne se résoud pas à quitter la scène politique et s'accroche au pouvoir. D'autant plus que pour l'instant il a le soutien de l'impérialisme américain. Il cherche actuellement des solutions intermédiaires et manœuvre pour diviser le front de ses ennemis. C'est ainsi qu'il a demandé à un ancien ministre de Mossadegh, ancien partisan du «Front national» qui est actuellement un des principaux partis de l'opposition civile au Shah, de former un nouveau gouvernement.

Mais, ces solutions de replâtrage ne sont pas de nature à apaiser la colère de la population iranienne. Et l'opposition — principalement constituée des religieux chiites et du faible «Front national» — ne peut accepter de participer au pouvoir aux côtés du Shah, tout au moins pour le moment.

Quant à l'impérialisme américain, toujours fidèle à sa politique, il ne veut pas céder sous la pression des masses. Il tient à épuiser d'abord toutes les possibilités qui maintiendraient le Shah au pouvoir avant un éventuel «lâchage» et il jouerait alors une autre carte.

Les combinaisons et les tractations se déroulent dans le secret et il est bien difficile de dire vers quelle solution s'orientent la classe dominante et l'impérialisme américain.

En tout cas, la population ne semble pas prête à abandonner le terrain sans faire tomber la dictature.

Les travailleurs, les masses laborieuses trouvent en eux-mêmes des forces sans nombre. Ils déploient toutes leurs armes, celles qui touchent en plein cœur l'économie, pour abattre le régime haï.

Cohn Bendit ne fait plus peur

Le gouvernement français vient de lever l'interdiction de séjour qui a frappé Daniel Cohn-Bendit durant dix ans.

Le gouvernement voulant trouver un bouc émissaire aux mouvements de mai 68 avait organisé toute une propagande contre ce jeune leader étudiant qui «semait le trouble» dans le pays. Il s'était servi de ses origines allemandes pour justifier cette expulsion.

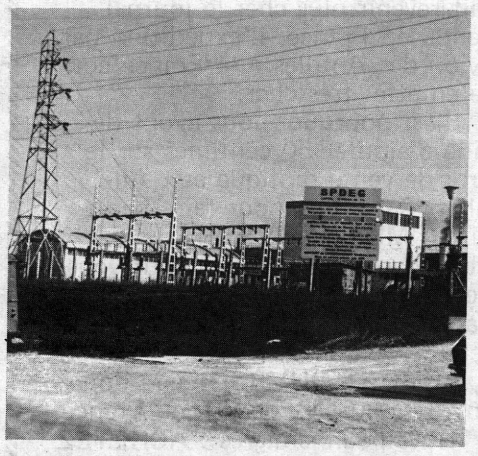
Aujourd'hui, après 10 ans, le gouvernement français lui donne l'autorisation de revenir. Faut-il croire que Cohn-Bendit était si dangereux que cela pour l'Etat français? ... Il est vrai que Marcellin, ministre de l'Intérieur en 68, lui avait prêté l'intention de diriger «une vaste conspiration» internationale contre l'Etat...!

En fait, c'est leur belle frousse de Mai 68 que ces ministres ont voulu faire payer à Cohn-Bendit à l'époque. Ils ne lui ont pardonné que 10 ans après.

~ ECHOS DES ENTREPRISES ~

Pointe-a-Pitre

EDF : non aux heures supplementaires !



A l'E.D.F., le problème des effectifs est grave. Il n'est pas normal en effet que nous soyons obligés de faire des heures supplémentaires. Certains d'entre nous, à Jarry, font parfois 15 à 18 heures supplémentaires par semaine.

Ceux du quart sont obligés d'effectuer des remplacements sur le temps de la formation professionnelle ou sur leurs heures de repos. A l'entretien, nous sommes obligés de venir parfois dès 5 h du matin au lieu de 7 h pour réparer du matériel.

Qu'on ne nous réponde pas que nous sommes un «service public» pour nous faire accepter une telle situation. Etre un véritable service public, oui, nous sommes d'accord, mais que la société (et l'Etat) nous donnent des moyens d'en être un. Pour cela qu'elle embauche du personnel supplémentaire. Et la meilleure façon de le lui faire admettre c'est dès maintenant de refuser les heures supplémentaires, et de réclamer la réduction du temps de travail sans diminution de salaire.

FRANCE

siderurgie : La colère de Longwy

Longwy, ville se trouvant au cœur du bassin minier de Lorraine est «ville fermée».

Le 26 décembre aux aurores, de gros camions ont pris possession des principales rues permettant de sortir ou entrer dans la ville. La circulation des automobiles a été interdite à toute personne n'habitant pas Longwy, jusqu'à jeudi.

Cette opération spectaculaire a été déclenchée par les syndicats des ouvriers du bassin minier. Elle bénéficie du soutien de la majeure partie de la population. Elle vise à alerter la population de France sur la situation qui conduira d'ici quelques mois à l'étouffement de la Lorraine : le licenciement de 20.000 travailleurs de la sidérurgie.

Par bien des côtés, cette lutte semble être une bataille du désespoir, engagée dans de mauvaises conditions. C'est depuis des années que la lutte aurait dû être engagée et non pas maintenant. Car les syndicats savaient quel sort allait être celui des travailleurs de la sidérurgie.

Pourtant, ils ont laissé pourrir la situation, en comptant uniquement sur le gouvernement pour qu'il enraie l'évolution en cours.

Cependant on ne peut dire que la bataille engagée – si elle se poursuit – serait perdue d'avance ou serait vaine.

Aucun combat n'est perdu d'avance. C'est pourquoi ceux de LONGWY ont raison de réagir.

Fort-de-France

FONTAINE-DIDIER

MARSAN FAIT DU CHANTAGE

Marsan dit vouloir fermer l'usine de Fontaine-Didier, et c'est par une lettre adressée à l'un des délégués du personnel qu'il faisait part de ses intentions.

En effet, en un mois ont défilé à l'usine : l'Inspection du travail et les inspecteurs de la prévention de la Sécurité Sociale. Depuis leur grève de Mai-Juin, les travailleurs ne se laissent pas marcher sur les pieds par Marsan et se défendent contre les atteintes portées à leurs droits. De plus, les délégués du dépôt de Kerlys et ceux de l'usine ont pris la bonne habitude de se contacter chaque fois qu'un problème se pose dans l'établissement.

C'est sans doute cette résistance des travailleurs qui entraîne Marsan à brandir comme un épouvantail la fermeture de l'usine des hauteurs de Didier.

Mais les travailleurs de Fontaine-Didier en ont vu d'autres. Ils ne se laisseront pas intimider.

MAINTENANCE :

C'est du racket !

Les travailleurs de la Maintenance sont mécontents.

Au milieu du mois de Novembre, le patron de la Maintenance faisait savoir par une note de service aux employés de l'aéroport qu'il ne paierait plus que 7 heures de travail par jour au lieu de 8, sans diminution de la tâche.

En plus de la baisse des salaires qu'elle comportait, cette mesure était illégale, puisque le patron n'a pas le droit de diminuer la rémunération des employés en cours de mois. Pour mieux faire passer cette décision, il menaçait de sanctionner les travailleurs en cas de non-respect de la note de service.

Devant cela, les travailleurs mécontents ont refusé d'accepter les salaires à la fin du mois et se sont plaints à la direction et l'inspecteur du travail.

Le patron a dû reculer provisoirement et concéder le retour à la paye normale pour le mois de novembre. Il reste à le faire reculer totalement et empêcher ce vol.

POINTE A PITRE

DANS LES HLM : HYGIENE DEPLORABLE

Sous certaines habitations H.L.M. de Pointe-à-Pitre (Mortenol, Henri IV, Assainissement) il règne des conditions d'hygiène telles que l'on se croirait dans une poubelle. Ces endroits qui étaient prévus pour servir de parking reçoivent finalement très peu de voitures. L'état des lieux y est sûrement pour quelque chose.

De nombreux tuyaux servant à l'évacuation des eaux souillées ont éclaté, de sorte que l'eau forme des flaques nauséabondes. Les vide-ordures restent à la portée des chiens errants qui en font leurs lieux de prédilection. Le résultat est que les ordures traînent un peu partout. Certaines carcasses de voiture ont elles aussi trouvé refuge sous ces bâtiments.

Enfin, de telles conditions d'insalubrité sont propices à la propagation de maladies parasitaires et autres épidémies.

Ces conditions scandaleuses existent depuis de nombreuses années. Face à l'inertie et l'incurie des administrations et sociétés concernées, les locataires ont intérêt à s'organiser pour dénoncer cette situation et doivent exiger que des mesures soient prises pour la salubrité et l'hygiène des cités.

Fort de France : EBOULEMENT DU MORNE PICHEVIN

L'incurie a fait une victime

L'éboulement de la falaise du Morne-Pichevin aura fait finalement un mort : la jeune cyclomotoriste blessée lors de l'accident est en effet décédée après une semaine d'hospitalisation.

Ainsi, comme nous le disions, les services de l'Equipement avaient vraiment fait preuve de négligence criminelle en construisant la route au pied d'une falaise friable et qui risquait de s'écrouler sur les nombreux passants qui empruntaient cette voie.

Cette fois, il y a eu victime. Une jeune fille a perdu la vie à cause du je-m'en-fichisme de l'administration. A une heure de pointe, ce n'est pas un mort que nous aurions eu à déplorer, mais bien plusieurs dizaines.

Il est vrai que se sachant dans une colonie, ces messieurs se croient à l'abri de toute colère populaire. Qu'ils se détrompent ! D'autres qu'eux ont eu à se mordre les doigts pour avoir eu la même attitude.

J. B.

CHFF : guerissez en moins de 45 jours

Pour les malades du CHFF qui doivent partir se faire soigner en France, la direction a pour habitude de prendre un billet touristique. C'est-à-dire un billet aller-retour valable 45 jours, ce qui est une formule économique.

Mais surtout ne soyez pas malade plus de 45 jours. A partir de là, vous perdrez le bénéfice du retour. Le malade a le choix entre regagner la Martinique pour bénéficier du voyage retour sans qu'il soit pour autant guéri, ou continuer ses soins en payant lui-même son retour, quitte à tenter de se faire rembourser ultérieurement.

Pour les puissants et les riches, on peut par contre mobiliser moyens matériels et humains des quatre coins du monde et cela pendant des semaines sinon des mois.

Coupe de France : quelle victoire ?

Contrairement aux autres années, où ils étaient presque toujours battus, ce sont deux clubs antillais qui ont battu leurs adversaires français lors du 7ème tour de la Coupe de France. Ainsi, la Gauloise de Basse-Terre et le Good-Luck de Fort-de-France disputeront les 32ème de finales de la coupe.

Il n'en a pas fallu plus pour en faire un exploit au point que ce sont des milliers de personnes qui sont venus accueillir les foot-balleurs guadeloupéens à l'aéroport.

Ainsi, les colonialistes ont tellement inculqué aux colonisés qu'ils leurs étaient inférieurs qu'un simple match de foot-ball prend des allures de duel et que toute victoire du colonisé est saluée par celui-ci comme une revanche. C'est ce sentiment-là qu'exprimaient des milliers de martiniquais et de guadeloupéens le 23 décembre et les jours d'après.

Mais la véritable victoire, celle qui compte, ne se déroule pas lors des compétitions de foot-ball, de cyclisme ou d'athlétisme.

La véritable victoire aura lieu quand les peuples de la Guadeloupe et de la Martinique prendront conscience de leur état de colonisés et mettront fin à cet état.

A PROPOS DU LIVRE DE J.E. VIE : «FAUT-IL ABANDONNER LES DOM»

le colonialisme à visage découvert

Le langage que tient Emile Vié dans son ouvrage «faut-il abandonner les D.O.M. ? » est celui d'un haut fonctionnaire qui a été pendant six ans, en tant que dernier secrétaire général pour l'administration des DOM-TOM, chargé d'inspirer et de faire appliquer les orientations de la politique française pour les dernières colonies.

Emile Vié ne s'embarrasse pas de considérations philanthropiques, il est ouvertement colonialiste. Il laisse à d'autres, les Dijoud et leurs relais locaux les SABLE, les GUILLOD, le soin d'expliquer, d'enrober la politique gouvernementale. Lui, il nous montre cette politique telle qu'elle est réellement : méprisante, répressive vis-à-vis de la population et des travailleurs, complaisante et bienveillante vis-à-vis des capitalistes.

Dans son livre, J.-E. Vié rapporte par exemple comment, s'adressant à des autonomistes, il utilisa la fable de La Fontaine, le chien et le loup : «vous êtes des chiens gras mais avec collier, vous pourriez être des loups maigres ce qui est honorable, vous souhaitez en vérité être des loups gras, ce qui ne saurait se concevoir».

Il stigmatise certaines «faiblesses» qui ont fait que, par exemple, l'ordonnance de 1960 ait été abandonnée.

D'une manière générale, il faut être ferme dit-il, surtout aux Antilles. Il se félicite que le gouvernement et les patrons aient su l'être avec son concours, pendant certaines grèves, celle des agents d'Air-France en 1972, celle de la Sécurité Sociale en Guadeloupe, celle de France-Antilles en Martinique. Il ne faut pas hésiter, conseille-t-il aux patrons, à recourir à l'utilisation de chômeurs ou de V.A.T. pour casser les grèves et, si cela ne suffit pas, il faut avoir sous la main des renforts militaires.

Par contre, l'attitude est toute autre vis-à-vis des capitalistes. C'est directement à eux que s'adresse J.-E. Vié dans un des chapitres pour leur rappeler combien juteux est l'investissement dans les DOM. Juteux en ce sens qu'il se fait à moindre frais : l'Etat par des truchements divers prend en charge les études préalables, l'installation des locaux, le paiement de personnels... Juteux aussi parce que dans bien des secteurs, produire ou ne pas produire rapporte autant. De plus, la plupart des bénéfices sont exonérés d'impôts.

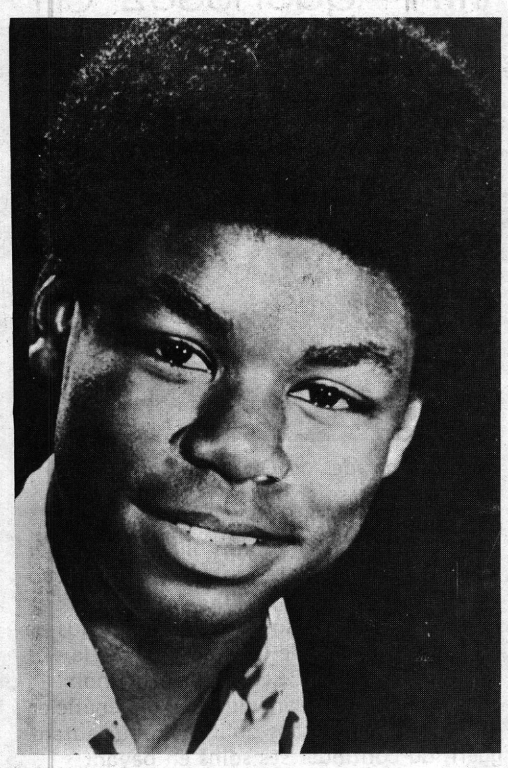
Quant à l'Etat français, il aurait bien tort – selon Vié – de vouloir se désengager des DOM-TOM. Ces colonies servent son influence, son prestige sur la scène mondiale et il y a encore des richesses «des possibilités économiques non négligeables» à exploiter et puis tous calculs faits, les dépenses de l'Etat pour les DOM ne sont pas très importantes.

A la lecture de ce livre, on pourrait se croire quelques dizaines d'années en arrière, quand les colonialistes osaient ouvertement développer leur politique pour l'Afrique et en particulier pour l'Algérie. Aujourd'hui les choses ont bien changé, le langage généralement utilisé est plus subtil, plus hypocrite. Peut-être est-ce à cause de sa longue carrière dans les colonies que Vié a été incapable de prendre le tournant, de s'adapter à une présentation plus «moderne» des choses. Mais peu importe, le langage a changé, mais le fond est resté le même.

Noël CANTIUS

paris :

LES ASSASSINS DE MELYON DEVANT LES TRIBUNAUX



Lucien MELYON

Les 8, 9 et 10 janvier prochains, sera jugé devant les tribunaux parisiens l'assassin de Lucien Melyon.

Lucien Melyon, c'était ce jeune Guadeloupéen qui, le 30 octobre 1977, se rendait à un concert de musique «pop» à la porte de Pantin à Paris en compagnie de son frère et de quelques amis. Arrivé tôt, à 17 h, le groupe profita pour acheter ses tickets; c'est alors qu'ils furent abordés par des membres du service d'ordre, armés de chaînes de vélo, de coups de poings américains et de révolvers. Ce service d'ordre, sous prétexte de vérifier que les Antillais n'étaient pas armés, entreprend de les fouiller, et profite pour dérober deux billets de 10 F à Lucien Melyon. Le frère de la victime ayant protesté, une bagarre s'ensuit. Le service d'ordre poursuit les jeunes qui tentent de s'enfuir en ordre dispersé. Lucien Melyon est perdu de vue par ses camarades. Il est retrouvé deux heures plus tard, mort, assassiné d'une balle en plein cœur, après, visiblement, avoir subi des sévices de toutes sortes.

La police, la justice ont essayé dans un premier temps d'étouffer l'affaire. Il a fallu toute l'énergie des amis de Lucien Melyon, qui avaient constitué un comité de soutien pour que l'enquête soit menée et qu'un membre du service d'ordre soit arrêté. Il est maintenant établi que Lucien Melyon a été assassiné parce qu'il était jeune, parce qu'il était noir.

Ce n'est pas la première fois que des membres de service d'ordre de concerts de musique pop se livrent à des agressions contre les spectateurs. Dans ces services se retrouve la lie de la société. Aussi n'est-il pas étonnant qu'elle soit misogyne anti-jeune et raciste.

Alors aujourd'hui, un an après, la justice s'apprête à juger l'assassin. Bien sûr sa condamnation ne suffira pas à extirper le racisme anti-jeune et le racisme tout court.

A l'occasion de ce procès, il est possible de faire avancer le combat contre le racisme. Il nous faut protester contre les milices des organisateurs de concerts et contre le racisme.

ALGERIE :
MORT DE BOUMEDIENE

Boumediène est mort mercredi, après être resté six semaines dans le coma. Au pouvoir depuis 1965, après avoir renversé Ben Bella par un coup d'Etat militaire, c'est un leader nationaliste dans la lignée des Nasser et Tito, qui s'est éteint à Alger.

Prenant tantôt des positions relativement radicales (Sahara Occidental, Palestiniens, OPEP), tantôt négociant avec l'impérialisme (bonnes relations avec la France), Boumediène était le représentant des intérêts de la bourgeoisie nationale algérienne.

Sous sa direction, l'Algérie a été aussi indépendante que pouvait l'être tout pays sous-développé qui cherche à échapper au contrôle de l'impérialisme. Ainsi, l'Etat algérien dut louvoyer entre les différentes puissances du globe pour ne pas être totalement sous la coupe de l'un d'eux. Mais dans le même temps, son régime ne pouvait qu'être dictatorial à l'égard des masses populaires : cette bourgeoisie qu'il représentait ne pouvant en effet permettre la moindre expression démocratique au sein des classes laborieuses, et de la classe ouvrière en particulier, sans courir le risque de se voir remise en question.

Le caractère bourgeois du régime de Boumediène explique les limites de son opposition à l'impérialisme. Seule la classe ouvrière est anti-impérialiste jusqu'au bout : la bourgeoisie, nationale ou internationale, est son ennemie implacable. Les hommes comme Boumediène, eux, ne s'opposent aux capitalistes étrangers que dans la mesure où ils entravent le développement de leurs propres capitalistes. Ne cherchant pas à les détruire, ils ne peuvent que composer avec eux.

HOUARI BOUMEDIENE.

Le caractère anti-démocratique, sur le plan intérieur, du régime de Boumediène apparaît au grand jour avec sa disparition. Tant qu'il restait en vie, les candidats à la succession ne se manifestaient pas ouvertement, mais maintenant la lutte risque d'être très serrée au sein de l'appareil d'Etat. Les masses ne sont pas consultées : tout se passe au sommet de la hiérarchie, sous l'œil vigilant de l'armée. La direction du FLN, le parti unique, doit dans les 45 jours désigner un «candidat», qu'on invitera ensuite la population à plébisciter.

L'avenir dira si les travailleurs profiteront de cette période d'incertitude au niveau du pouvoir pour faire irruption sur la scène politique.

M. R.

LECTEURS, ATTENTION ! !

Le journal COMBAT OUVRIER devient HEBDOMADAIRE à compter du Samedi 16 Décembre 1978.

La parution du numéro mensuel et celle des suppléments Bi-hebdomadaires sont supprimées.

COMBAT OUVRIER HEBDOMADAIRE sera en vente en Guadeloupe et en Martinique dans les kiosques et les librairies au prix de 1 F 50.

Réclamez-le.

Tarif d'abonnement :

Antilles :	*pour un an*	*65,00 F*
	pour 6 mois	*35,00 F*
France :	*pour un an*	*100,00 F*
	pour 6 mois	*50,00 F*

émigration :

COMBAT OUVRIER A 2F

Travailleurs, vous avez à votre disposition ce nouvel hebdomadaire de combat que nous venons de lancer. Ce journal est le vôtre. Il veut être non seulement le reflet des problèmes, des luttes et des aspirations des travailleurs des Antilles — ceux qui sont ici même et vous qui êtes partis en France travailler, chassés par le chômage.

Mais l'ambition de Combat Ouvrier est plus grande encore. Il veut donner aux aspirations de tous les travailleurs et de tous les opprimés le moyen concret de se réaliser. Car le premier pas à franchir est en effet de se préparer et s'éduquer pour les luttes futures.

Ce journal — ce nouvel hebdomadaire — pour vivre, pour être l'organe du combat des opprimés et des exploités, qu'ils soient aux Antilles ou en France, doit rencontrer votre sympathie et votre soutien actif.

Nous avons voulu que Combat Ouvrier soit vendu quasiment en même temps dans l'émigration et aux Antilles, et aussi largement.

Pour y parvenir nous devons consentir un effort financier qui fait revenir plus cher le journal vendu en France. L'expédition par avion des Antilles à la France coûte en effet très cher.

C'est pourquoi nous avons décidé d'ajouter 50 centimes sur le prix de vente pratiqué aux Antilles. Cet effort pour faire parvenir COMBAT OUVRIER rapidement dans l'émigration, pour vous permettre d'être lié à ce qui se passe au pays, vous devez le soutenir.

COMBAT OUVRIER sera donc en vente au prix de 2 F en France.

Travailleurs émigrés : ACHETEZ ET LISEZ COMBAT OUVRIER !

TURQUIE :
l'extrême-droite assassine

Deux jours d'émeute dans la ville de Kahramanmaras en Turquie auront fait plusieurs centaines de morts et certaines sources d'information parlent même de plus de 1.000 morts.

A l'origine de cette tuerie, il semble qu'il y ait des militants d'extrême-droite qui ont voulu assassiner le maximum de militants de gauche dans la ville. Les évènements des derniers jours ne seraient alors qu'un pas de plus dans l'escalade menée par les groupes d'extrême-droite contre les partis et organisations de gauche depuis le début de 1978 et qui aurait déjà causé plus d'un millier de morts.

Car la situation politique en Turquie est caractérisée par une grande instabilité depuis le début des années 1970.

Depuis cette date jusqu'à la fin de 1977, c'est un parti de droite, le Parti de la Justice qui a dirigé les affaires du pays. Avec le concours des militaires, il en a profité pour mener une chasse acharnée aux organisations et aux partis de gauche, n'hésitant pas à recourir à l'assassinat. Les Etats-Unis, présents dans la région au moyen de nombreuses bases militaires tournées contre l'Union Soviétique donnaient leur bénédiction à toute cette politique.

Incapable de résoudre quelque problème que ce soit dans un pays pauvre, où l'inflation est chronique et d'où des centaines de milliers de personnes ont dû émigrer pour travailler ailleurs, cette droite a été chassée du gouvernement lors des élections de 1977 et a laissé la place à un gouvernement de gauche modéré dirigé par Bulent ECEVIT.

Mais ce changement de gouvernement n'a pas désarmé pour autant l'extrême-droite, dont les activistes bien souvent issus de l'armée turque continuent à s'en prendre aux militants et aux partis de gauche ainsi qu'aux syndicats.

Face à cette extrême-droite, le gouvernement de Eçevit se contente de déplorer ces attentats et de demander à l'armée de rétablir l'ordre, alors que ce sont bien souvent les éléments de cette armée qui sont à l'origine des attentats et des assassinats de ces dernières années.

Bien entendu, une telle attitude ne peut qu'encourager l'extrême-droite dans la voie qu'elle a choisie. Pourtant, il existe une réponse aux attentats et aux provocations de la droite : la mobilisation de la population laborieuse, ouvriers et paysans pauvres contre les réactionnaires de tout poil. Ce n'est pas la voie choisie par Eçevit qui en bon bourgeois libéral préfère pleurer sur les morts plutôt que de mettre hors d'état de nuire les criminels.

J . BRUEL

Nouvelle ~ Calédonie : LA COLERE DEBORDE

Après le spectacle qu'il a présenté à Pointe-à-Pitre et à Fort-de-France, c'est en Nouvelle-Calédonie que Dijoud est allé poursuivre son numéro. Mais il faut croire que là-bas non plus son cirque n'est guère apprécié. Dès le 18 novembre, jour de son arrivée, cinq gendarmes mobiles étaient blessés par balles. Le mardi 19, une manifestation était organisée à Nouméa par les partisans de l'indépendance.

Le programme officiel était comme pour les Antilles de sortir l'île de la grave crise économique et sociale qu'elle traverse. Mais ce beau programme, c'est pour la galerie. La réalité est tout autre. Ce qui intéresse le gouvernement en Nouvelle-Calédonie c'est se maintenir à tout prix dans ce Territoire d'Outre-Mer pour en piller les richesses. Ce pays compte en effet 45 % des réserves mondiales de Nickel.

C'est d'ailleurs pour protester contre la pollution due à l'extraction du nickel par une compagnie française que les habitants de la région des mines ont tiré sur des gendarmes.

Mais les projets de l'impérialisme français risquent bien d'être rapidement contrecarrés. Le développement des partis indépendantistes, les grèves et les manifestations récentes montrent que la population en a assez de la domination coloniale.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
G. BEAUJOUR

Adresser
toute correspondance :
ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)
FRANCE :
Combat Ouvrier
B.P. 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire